

LE DÉMEMBREMENT DE L'EMPIRE D'AUTRICHE-HONGRIE**CE QU'ÉTAIT L'EMPIRE D'AUTRICHE-HONGRIE
AU MOIS D'AOUT 1914****FORMATION GÉOGRAPHIQUE**

LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE était formée de la réunion de l'empire d'Autriche et du royaume de Hongrie, auxquels étaient venues s'ajouter, en 1908, la Bosnie et la Herzégovine.

L'AUTRICHE comportait : les archiduchés de Basse-Autriche et de Haute-Autriche, les royaumes de Bohême, de Galicie et de Dalmatie ; les duchés de Styrie, de Salzbourg, de Carinthie, de Carniole, de Silésie et de Bukovine ; les comtés de Tyrol et de Gorice ; les margraviats de Moravie et d'Istrie ; le pays de Vorarlberg et la ville libre de Trieste avec sa région.

LA HONGRIE comprenait : la Hongrie proprement dite, la Transylvanie, la Croatie-Slavonie et la ville autonome de Fiume.

FORMATION POLITIQUE

SOUVERAIN CONSTITUTIONNEL, empereur d'Autriche, roi de Hongrie, de Bohême, de Galicie, de Dalmatie, duc de Styrie, etc.

LE POUVOIR LEGISLATIF était exercé par un parlement autrichien, à Vienne, et par un parlement hongrois, à Budapest. Les deux gouvernements étaient responsables devant leur parlement respectif. Trois ministères, pourtant, étaient communs aux deux pays : ceux des Affaires étrangères, de la Guerre et des Finances. La Bosnie et la Herzégovine avaient une diète, ou parlement régional, à Sarajevo.

SUPERFICIE**676.616 KILOMÈTRES CARRÉS****POPULATION****51.390.223 HABITANTS****CE QU'EST LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE
AU MOIS DE JUIN 1919****FORMATION GÉOGRAPHIQUE**

L'AUTRICHE ACTUELLE comporte les provinces de Basse-Autriche et de Haute-Autriche, les quatre cinquièmes de la province de Styrie, la province de Salzbourg, les trois quarts de la province de Carinthie, la moitié de la province du Tyrol et le pays de Vorarlberg.

FORMATION POLITIQUE

LE POUVOIR EXECUTIF, en vertu d'une constitution provisoire, est exercé par trois directeurs, qui forment le conseil d'Etat d'Autriche allemande, et par un chancelier, assisté de sept ministres.

LE POUVOIR LEGISLATIF est exercé par une Assemblée nationale élue au suffrage universel direct et par les deux sexes. Cette Assemblée siège à Vienne.

SUPERFICIE

Basse-Autriche : 19.825 kilomètres carrés. — Haute-Autriche : 11.982 kilomètres carrés.
Les quatre cinquièmes de la province de Styrie : 17.940 kilomètres carrés.
Province de Salzbourg : 7.150 kilomètres carrés.
Les trois quarts de la province de Carinthie : 12.581 kilomètres carrés.
La moitié de la province du Tyrol : 13.340 kilomètres carrés.
Le pays de Vorarlberg : 2.602 kilomètres carrés.

AU TOTAL : 75.420 KILOMÈTRES CARRÉS**POPULATION****6.865.408 HABITANTS**

Il convient de tenir compte que ce chiffre, basé sur la statistique établie en 1912, doit se trouver diminué du fait des vides causés par la guerre.

**CARTÉ MONTRANT CE QU'ÉTAIT L'EMPIRE AUSTRO-HONGROIS EN 1914 ET CE QU'EST L'AUTRICHE D'AUJOURD'HUI**

La ligne pointillée, du sud de Tarvis, à gauche, au sud de Cattaro, à droite, indique les limites de l'ancien empire des Habsbourgs. La ligne noire pleine, coupée par deux lignes de points ronds — pour les nouvelles frontières à préciser — indique les limites actuelles de la République autrichienne.

L'ARMÉE SOUS LA COUPOLE

POURQUOI L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS OFFRE UN FAUTEUIL A CASTELNAU

M. Charles-M. Widor, secrétaire perpétuel de la Compagnie, nous déclare qu'il est intéressant d'avoir, au ministère de la Guerre, une sorte d'"avocat des Beaux-Arts".

LE VAINQUEUR DU GRAND-COURONNÉ A L'ESPRIT LE PLUS FIN ET LE PLUS SENSIBLE A L'ART

L'Académie française, l'Académie des Sciences et l'Académie des Sciences morales et politiques s'honorent de posséder, chacune, un maréchal de France. L'Académie des Beaux-Arts, qui se réunit cet après-midi, tient à honneur, elle aussi, d'inscrire, sur ses tablettes, un grand nom de la grande guerre. Elle va offrir un fauteuil au vainqueur du Grand-Couronné, le général de Castelnau.

Nous avons demandé à M. Widor, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, son sentiment sur cette candidature illustre.

Il ne s'agit point d'une candidature, nous dit-il, avec un fin sourire. M. Widor. Le général de Castelnau ne saurait faire figure de candidat. L'Académie sera heureuse et fière de le voir accepter le fauteuil qu'elle lui offrira à s'asseoir.

Ce que sont les fauteuils libres à l'Académie des Beaux-Arts

Les personnes non initiées aux traditions de l'Institut s'étonnent, parfois, qu'un homme d'Etat, ou un homme de guerre, soit élu par nos Compagnies.

Depuis ses origines, l'Académie des Beaux-Arts dispose de fauteuils libres, qui, avant la Révolution, étaient offerts aux grands seigneurs mécènes, aux chefs d'armées, aux présidents de Parlement, aux prélats, etc.

Les membres libres de l'Académie, de robe ou d'épée, étaient, à la fois, les protecteurs et les amis des artistes professionnels. Il suffit de regarder les tableaux et gravures des maîtres des dix-septième et dix-huitième siècles pour constater l'intime union des artistes et de leurs mécènes.

Tous ces chefs-d'œuvre sont dédiés à de grands personnages qui rendaient les plus signalés services à l'art et aux artistes.

En exemple, M. Widor nous montre une admirable planche ancienne : la Foire de Beaucaire, de Cléric, dédiée à M. de Guinguet, vicomte de Saint-Priest, intendant du Languedoc.

Cet hommage, sans nulle servilité, croyez-le bien, était la simple affirmation de la solidarité de toujours entre l'artiste et le mécène.

Il ne faut pas oublier que Soufflot ne put construire le Panthéon, les guichets du Louvre, et dessiner les Champs-Élysées que grâce à la protection de M. de Marigny, surintendant des Beaux-Arts, et frère de Mme de Pompadour.

Après la Révolution et la reconstitution de l'Institut par le décret de 1803, Bonaparte, premier consul, comprit la nécessité de renouer le lien entre les lettrés, les savants, les artistes et la nouvelle société française, qui se reformait, elle aussi.

De là l'institution des membres libres, qui, sous l'ancien régime, se confondaient avec les professionnels.

Maréchaux académiciens

Le maréchal de Saxe, qui ignorait l'orthographe, mais savait fort bien battre les ennemis de la France, et le maréchal de Richelieu furent de l'Académie des Beaux-Arts. Le général de Castelnau aura donc, chez nous, d'illustres devanciers. Ses collègues libres seront le prince d'Arenberg, le baron Edmond de Rothschild, M. de Selves, sénateur, ancien ministre ; MM. Homolle, Fénéille, André Michel, Lemoine et Heuzey, qui nous rendent les plus précieux services, comme directeurs, lettrés ou agents de liaison avec les divers services publics, plus souvent en rapports avec les Beaux-Arts que ne l'imagine le profane.

Actuellement, l'Institut s'efforce de réorganiser la vie artistique, fort malmenée par la guerre.

La Villa Médicis va rouvrir ses portes. La reprise prochaine des concours de Rome est annoncée.

On n'a pas idée de la difficulté et de la multiplicité des cas à résoudre. Nombre d'artistes, candidats à l'Académie de France, à Rome, sont encore mobilisés avec des grades et dans des services de tous ordres.

La nécessité d'avoir, au ministère de la Guerre, une voix autorisée, une sorte d'avocat des Beaux-Arts, s'est imposée logiquement à l'Académie.

Voulez-vous être des nôtres, mon général ?

Parmi les grands chefs qui ont sauvé la Patrie : Joffre, Foch et Pétain sont de l'Institut. Notre chance a voulu que l'un de nos confrères rencontrât le général de Castelnau, que l'on nomme dans l'armée le Bayard des temps modernes.

— Voulez-vous, mon général, lui dit-il, nous faire l'honneur d'être des nôtres ?

La proposition fut abrupte surprenant quel que peu l'illustre homme de guerre, que l'on sait d'une modestie charmante.

— J'en serais très honoré, répondit-il, avec cette pointe d'humour qui lui est familière. J'adore l'art... en général, et, en particulier, tous les artistes que je connais. Mais suis-je bien désigné, par mes quelques lumières sur l'art militaire, pour faire partie de l'Académie des Beaux-Arts ? Et, surtout, ne prendrai-je pas la place de quelqu'un ?

— Rassurez-vous, mon général. Le fauteuil libre qu'on veut vous offrir est... libre, et nul ne songera à le demander, quand on saura que vous voulez bien vous y asseoir.

Que la modestie du général de Castelnau ne vous donne pas le change. Le vainqueur du Grand-Couronné a l'esprit le plus fin et le plus sensible à l'art. Je sais, personnellement, qu'il est très amateur de musique et qu'il y montre le goût le plus sûr et l'éclectisme le plus judicieux. Partout où il a commandé, pendant la guerre, il a organisé des concerts, et veillé

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

LES QUATRE ONT ETUDIÉ LA QUESTION POLONAISE

Il y aura rectification de frontières, mais par voie d'échange.

L'AMIRAL KOLTCHAK A RÉPONDU. Il donne satisfaction aux Alliés, mais en formulant des réserves.

Le comte Brockdorff-Rantzau est parti pour Cologne.

Le comte Brockdorff-Rantzau est parti hier soir, se rendant d'abord à Spa, ensuite à Cologne. Il sera de retour aujourd'hui même ou demain au plus tard. Le motif de ce voyage ? Le chef de la délégation allemande n'a pas fait de confiance. Mais, à Cologne, il y a Mgr Hartmann, et c'est le parti du centre qui est, avec les catholiques, le pivot de la République rhénane.

La question polonaise a occupé, d'une part, la nouvelle commission dont nous avons annoncé la création ; d'autre part, le comité des "Quatre". L'exposé de M. Padewski semble avoir fait sur les chefs de gouvernement, notamment sur le président Wilson, la plus profonde impression. Il a, par des chiffres et par des considérations d'ordre politique, montré l'impossibilité d'un plébiscite en Haute-Silésie sans causer un grave et irréparable préjudice à la Pologne future. La consultation populaire serait faussée par tous les éléments importés de Prusse, notamment par les fonctionnaires et les membres du clergé, qui tous sont Allemands, et ont, de tout temps, joué un rôle important dans les tentatives de prussification des populations. Il faut également tenir compte des menaces que les autorités allemandes — qui tiennent toujours le pays — font courir parmi les masses.

Tels sont quelques-uns des arguments polonais, et leur portée a été telle que l'extension du plébiscite est devenue fort douteuse.

En ce qui concerne les frontières, il y aura, semble-t-il, effectivement des rectifications, mais ces rectifications se feront par voie d'échange, et ce sont ces modifications qui ont fait le fond de la réunion d'hier. Il y a, par exemple, une bande de territoire entre la rivière Bartsch et la frontière de la Posnanie sur laquelle les Allemands font porter leurs revendications. Les Polonais n'en contestent point le caractère allemand et ils consentent, malgré son importance stratégique, à la rétrocéder, moyennant un échange touchant des districts de la Silésie moyenne et de la Posnanie ; par exemple, ceux de Gross-Wartenberg et de Fiehn, où le principe ethnographique est tout à fait en leur faveur.

Rien n'est encore définitivement tranché, mais on assure que les décisions seront favorables à la thèse polonaise.

Les "Quatre", qui sont, paraît-il, très désireux d'en finir, et dont la réponse serait prête mercredi ou jeudi, ont poursuivi, dans le sens indiqué hier, l'étude de la question des réparations. Celle-ci est posée par les contre-propositions allemandes. On assure que rien ne sera modifié aux stipulations des préliminaires concernant l'Ouest.

L'amiral Koltchak a répondu. Son message, arrivé hier, n'est pas complètement démenti. Mais on sait déjà que ses déclarations donnent toute satisfaction aux Alliés. Toutefois, elles formulent des réserves, en ce sens que certains engagements ne peuvent être pris et certaines garanties ne peuvent être données que par la future Constituante.

Pour Fiume, l'impression semble être très satisfaisante.

Enfin, la délégation autrichienne a envoyé au président de la Conférence de la paix une note concernant les derniers incidents qui ont eu pour théâtre les confins de la Carinthie, et pour auteurs des soldats autrichiens et des soldats tchécoslovaques. — JEAN MENEVAL.

LANDRU PERSISTE A SE TAIRE

M. Bonin a interrogé Landru, hier. Ce fut extrêmement court. Introduit à 1 h. 30, Landru se retirait à 2 heures. Quant au dialogue, auquel assistaient M. de Moro-Giafferi et son secrétaire M. du Treuil, il fut à peu près celui-ci :

— Vous avez eu le temps de réfléchir, déclara le juge. Êtes-vous enfin décidé à répondre ?

— Non.

— Pourtant, je dois vous prévenir que votre mutisme peut être interprété contre vous.

— Je n'ai rien à répondre.

— Persistez-vous à protester de votre innocence ?

— Mais, depuis mon arrestation, je n'ai pas cessé de le faire, et je fais encore, rigolant nettement Landru.

— Protester est bien, mais prouver serait plus utile, observe M. Bonin.

— Pardon, fit Landru, ce n'est pas à moi

à prouver mon innocence, c'est à vous à prouver ma culpabilité.

Mais, les précisions que je vous ai données à propos de Mlle Marchadier sont plus que des présomptions. Qu'avez-vous à répondre ?

— Rien. Je n'ai pas de renseignements à vous donner.

— A votre aise, conclut M. Bonin. Je vous rappellerai au cours de l'enquête. Mais, que vous répondiez ou non, je n'ai pas l'intention de vous éterniser à la Santé. Dans un mois, votre instruction sera close.

Sur ces mots, l'interrogatoire prit fin.

Ajoutons que l'instruction ne change point, malgré le silence de Landru.

C'est ainsi que l'enquête vient de révéler qu'en octobre 1915, sitôt après la disparition de Mme Guillin, la dernière disparue de Vernouillet, Landru loua une chambre en son nom, signa des chèques en son nom, et se procura ainsi des sommes importantes qui étaient déposées en banque.

LA GRÈVE DES TRANSPORTS : LE NOUVEAU "GARE DE L'EST-MONTROUGE"



ON CHARGE DES CLIENTS A L'ANGLE DES GRANDS BOULEVARDS

Le tramway Gare de l'Est-Montrouge, un long trajet, ne fonctionne point. Des camions, vers le soir le remplaçant, sont plus pittoresques. On y installe les voyageurs au mieux.

LE MOUVEMENT DES GRÈVES

DANS LA MÉTALLURGIE ET LES TRANSPORTS EN COMMUN LA SITUATION EST STATIONNAIRE

LES CONFLITS CONTINUENT DANS LE CALME

Un accord est conclu entre les représentants des exploitants des mines du Nord et les délégués des mineurs.

La situation reste à peu près stationnaire en ce qui concerne les deux grèves les plus importantes : celle de la Métallurgie et celle des Transports. Quant à cette dernière, cependant, on a pu constater une légère amélioration des services.

A noter la fin des conflits de l'habillement et des peintres en bâtiment, qui se sont terminés à la satisfaction des ouvriers.

Enfin, il s'agit de signaler l'accord intervenu entre les Compagnies minières du Nord et du Pas-de-Calais et les délégués des ouvriers de ces compagnies. Cet accord a une importance qu'on appréciera, si l'on songe qu'il prévient une grève qui nous eût imposé une privation particulièrement pénible : celle du charbon.

AU MINISTÈRE DU TRAVAIL

La journée laborieuse de M. Colliard a été consacrée principalement à la solution du conflit des mineurs et aux tentatives d'accord entre ouvriers et patrons métallurgistes.

Le matin, à 10 heures, le ministre du Travail a reçu les représentants des exploitants des mines du Nord et du Pas-de-Calais, en même temps que les délégués des ouvriers mineurs. Après une discussion qui s'est prolongée jusqu'à 2 h. 30 de l'après-midi, l'accord qu'on lira plus loin a été signé entre les deux parties.

L'entrevue des patrons et ouvriers métallurgistes de la région parisienne était prévue pour 6 heures. Les représentants des industriels arrivèrent les premiers, à 6 heures précises, et furent introduits immédiatement. Cinq minutes plus tard, les délégués du comité intersyndical des métaux et de la voiture-aviation arrivaient à leur tour.

Avant qu'ils entrassent dans le cabinet du ministre, nous avons pu demander à M. Prost, secrétaire du comité d'entente, s'il espérait aboutir à un accord :

— En ce qui nous concerne, déclare-t-il, nous avons un mandat ferme, et il nous est impossible d'abaisser d'un centime le minimum que nous avons fixé. J'ajoute même que le barème des salaires que nous présentons a été établi lorsque la vie était moins chère qu'elle ne l'est aujourd'hui : si nous avions à le refaire, nous serions obligés de l'élever.

A 6 heures 1/4, le colonel Ader, qui assista aux entretiens comme représentant de M. Loucheur, entra à son tour et la discussion commença.

Elle fut assez animée, et, à 8 heures, on vit les délégués des ouvriers de la voiture-aviation quitter la salle et se retirer en déclarant qu'ils comprenaient les pourparlers devant l'impossibilité d'arriver à une entente sur le salaire minimum des manœuvres qu'eux-mêmes voulaient voir porter à 18 francs.

A 8 heures 1/4, les délégués ouvriers du syndicat des métaux sortirent à leur tour, mais avec un état d'esprit un peu différent et qui n'exclut pas tout espoir d'arriver à une solution.

La discussion continua donc samedi, à 4 heures 1/2, disant-ils.

En effet, la note suivante fut communiquée quelques minutes plus tard :

Une nouvelle entrevue a eu lieu, hier soir, sous la présidence de M. Colliard, ministre du Travail, entre les délégués du groupement des industriels de la région parisienne et le comité d'entente des syndicats parisiens des ouvriers des métaux. Les industriels ont présenté des propositions tendant à l'établissement d'une nouvelle échelle des indemnités de vie chère, qui doublerait à peu près, dans l'ensemble, les taux actuels de ces indemnités et les élèverait jusqu'au salaire de 25 francs, existant. Par suite de cette nouvelle échelle, le gain total minimum du manœuvre métallurgiste le moins payé serait de 14 fr. 50 pour huit heures de travail.

Les délégués ouvriers ont insisté pour le relèvement des taux d'effortage actuels. Les patrons se sont engagés à porter la question devant leurs collègues et à rapporter la réponse à une séance ultérieure, qui aura lieu aujourd'hui samedi, à 3 h. 1/2.

L'ACCORD POUR LES MINEURS

Voici le texte du procès-verbal de l'accord intervenu, au ministère du Travail, entre les représentants des exploitants des mines du Nord et du Pas-de-Calais et les délégués des syndicats ouvriers mineurs :

1° Journée de huit heures. — En attendant que le vote par le Parlement de la proposition de loi sur la journée de huit heures, actuellement soumise à la Chambre, la journée de huit heures sera appliquée dès le 16 juin, dans les travaux souterrains de toutes les mines du Nord et du Pas-de-Calais, de la façon suivante :

Durée de huit heures du jour au jour calculée depuis le dernier descendant jusqu'au dernier remontant, y compris un repos d'une demi-heure pris au fond.

La journée de huit heures sera appliquée

aux ouvriers du jour dans toute la mesure possible et dans les conditions qui seront déterminées pour chaque mine par accord avec les organisations ouvrières.

2° Salaires. — Les salaires de base sont augmentés pour les ouvriers occupés aux travaux de mine, au jour et au fond, dans toutes les mines du Nord et du Pas-de-Calais comme suit :

A. — De 1 franc pour les ouvriers à veine :

De 0 fr. 75 pour les autres ouvriers âgés de plus de dix-huit ans ;

De 0 fr. 50 pour les enfants de moins de dix-huit ans et les filles et femmes de tout âge.

B. — D'un pourcentage de 15 0/0 sur le

Evénant ensuite la mémoire de Jaurès et les conceptions syndicalistes du célèbre tribun, M. Marcel Laurent, secrétaire adjoint de la C. G. T., affirme que la grève n'a pas un caractère politique, mais que les grévistes ont le droit de faire leur programme de la C. G. T. M. Laurent aurait voulu voir le gouvernement imposer son arbitrage.

On entendit encore MM. Vigier, Millet et Joubert, puis un ordre du jour fut voté aux termes duquel l'assistance, proclamant le caractère purement corporatif du mouvement, « proteste contre les façons de certains qui ne veulent payer le personnel que sous différentes réserves inadmissibles ; regrette le mutisme des Compagnies, décide de continuer la lutte et revendique le droit d'examiner, d'accord avec la C.G.T., toutes les questions qui intéressent au premier chef la classe ouvrière organisée nationalement et internationalement ».

Les lignes en service

Le Métropolitain a réussi à mettre en service une ligne nouvelle, la ligne n° 2, qui va de Nation à Dauphine par Villiers et l'Étoile ; cela porte à huit le nombre des lignes exploitées hier.

Bien entendu, ce n'est pas le service normal : les trains n'arrêtent pas à toutes les stations du parcours, mais c'est mieux que rien.

Le Nord-Sud a pu mettre en marche une douzaine de rames, dont huit sur la ligne n° 1, porte de Versailles-place Jules Joffroy, avec arrêts à Montparnasse, rue de Sèvres-Croix-Rouge, Concorde, gare Saint-Lazare, Notre-Dame-de-Lorette. Deux rames sur le parcours gare Saint-Lazare-porte de Clichy et porte de Saint-Ouen, avec arrêt à la Fourche, pour la descente des voyageurs seulement.

Enfin, pour les tramways et les autobus, la situation n'est restée la même que la veille, c'est-à-dire très peu de tramways et pour ainsi dire pas d'autobus.

LA CRISE DE LA MEUNERIE EST CONJURÉE

Depuis quelque temps des grèves partielles se produisaient dans la meunerie, et l'on n'était pas sans redouter de voir naître au premier jour une crise générale, qui eût pu entraîner les plus graves conséquences. L'Association nationale de la meunerie française nous communiquait, hier, une note annonçant qu'un accord venait d'intervenir entre les patrons meuniers et leurs ouvriers.

EN PROVINCE

A Strasbourg, les ouvriers de la Centrale électrique se sont mis en grève. Tous les tramways ont été arrêtés, et les seuls journaux qui ont pu paraître sont le *Nouveau Journal de Strasbourg* et le *Journal d'Alsace et de Lorraine*, qui tirent avant 8 heures du matin.

A Firminy, le syndicat des métallurgistes organise un référendum sur la question de l'application de la journée de huit heures. A Pont-de-Beauvoisin (Isère), les électriciens ont abandonné le travail. Ils réclament une augmentation de salaire de 125 0/0.

AU CONGRÈS DES P.T.T.

VALENCE, 6 juin. — Au cours de sa séance plénière, le Congrès des P. T. T. a voté à l'unanimité, moins quatre voix, un ordre du jour adressé à la C. G. T. Dans cet ordre du jour, les P. T. T. déclarent : « ... Envoyer leur salut au prolétariat en grève ; réprouver énergiquement tout contre-pouvoir et toute manœuvre, plus ou moins déguisée, destinée à brimer les peuples dans leur œuvre d'émancipation ; réclamer une démobolisation immédiate, pour adoucir la crise économique ; protester contre un traité de paix qui va à l'encontre des volontés des peuples, et, dans leur conviction de la faillite de la classe dirigeante, se déclarent prêts à prendre part, dans la C. G. T., à toute action jugée utile pour obtenir les réformes indispensables ».

Au sujet du repos dominical, les congressistes ont décidé que, si satisfaction ne leur est pas donnée à une date qu'ils ont fixée, ils suspendront leur service pendant un dimanche qui sera désigné après entente avec leurs syndicats des sous-agents et des ouvriers.

Ils proposent à ces derniers le dimanche 20 juillet.

Les sursis agricoles

M. Deschamps, sous-secrétaire d'Etat de la Démobilisation, a été entendu, hier, par la commission de l'agriculture sur les sursis agricoles.

Il a indiqué qu'il avait donné des instructions aux commandants de régions pour augmenter le nombre et la durée des détachements temporaires à la terre ; les équipages agricoles seront supprimés.

Pour la zone des armées, les sursis agricoles continueront à être donnés jusqu'à la classe 1911 incluse. Pour les autres classes du front (1912 à 1917), les sursis seront repris dès que la démobilisation recommencera.

M. Louis Deschamps a promis d'examiner favorablement tous les cas d'extrême urgence qui lui seront signalés. Il a, enfin, donné connaissance à la commission de décisions générales complétant les catégories des bénéficiaires de sursis.

L'EMPRUNT DE LA VILLE DE PARIS

La Ville de Paris a mis en souscription publique la fraction de l'emprunt de 1.500 millions qui restait à émettre après l'exercice par les porteurs de bons municipaux et d'obligations municipales 1917 du droit de préférence qui leur était conféré.

Cette fraction représentait 1.387.000 obligations environ. Le public de Paris et des départements a répondu avec empressement à l'appel de l'administration municipale. D'après les résultats que M. le préfet de la Seine a dès maintenant en sa possession, plus de 407 millions d'obligations ont été souscrites.

La fraction de l'emprunt mise en souscription a donc été couverte après de 30 fois. C'est là une nouvelle et décisive affirmation de la puissance du crédit de la Ville de Paris.

CHAPEAUX

21, Rue Daubou,
95, Ch.-Élysées.

ON CHARGE DES CLIENTS A L'ANGLE DES GRANDS BOULEVARDS

Le tramway Gare de l'Est-Montrouge, un long trajet, ne fonctionne point. Des camions, vers le soir le remplaçant, sont plus pittoresques. On y installe les voyageurs au mieux.

LA MONTEE DE LA COTE DU BOULEVARD SAINT-MICHEL EST DURE

ou plutôt au moins mal, et en nombre tel que le cheval éprouve quelque peine à les remonter, surtout à la côte du Luxembourg. Alors le conducteur tire son cheval par la bride.

Ayuntamiento de Madrid

LES CONTES D'EXCELSIOR

LA RAISON DE PAUL MINOUCHE

PAR
Pierre VALDAGNE

Tout le monde aimait Minouche. Il avait quarante-cinq ans ; il était riche, bien de sa personne. On vantait son caractère, son affabilité, sa conversation. C'est à lui qu'on allait chercher la société ; nombreux étaient les salons où dînait Minouche ; quant à celles où il prenait le thé, il n'aurait pas pu les compter.

Notez que, malgré sa fortune, Paul Minouche n'était pas un oisif. Il collectionnait des tableaux modernes et lançait les jeunes artistes qui lui paraissaient avoir de l'avenir.

Une seule chose étonnait, dans une existence aussi harmonieuse, c'est que Minouche ne fût pas marié.

Sur ce point, il se montrait irréductible. Vous pensez quel nombre de mamans lui avaient déjà lancé leurs filles dans les jambes ; vous devinez combien de rêves s'étaient échauffés sur une union à ce degré souhaitable !

Charmant, souriant, sans jamais rien dire de ses pensées intimes, Minouche était passé au travers de toutes ces embûches.

Et pourtant, quel homme, plus que lui, devait être marié ?

Marié, Minouche aurait eu une des maisons les plus agréables de Paris ; on aurait compté une femme heureuse de plus ; et, pour lui-même, un intérieur constitué n'eût-il pas mieux valu que cette vie fatigante et agitée de célibataire, dont la contre-partie est une navrante solitude parmi quelques domestiques indifférents ?

Les amis de Minouche, que surprenait cet entêtement, s'étaient mis d'accord pour l'attribuer à quelque grand chagrin d'amour que rien n'avait pu effacer jusqu'alors.

Mais, d'autre part, on a remarqué que les hommes qui portent en eux le douloureux souvenir d'un amour sentimental gardent, au vis-à-vis des femmes, une amertume rancunière dont l'âme de Minouche semblait exempte.

On avait indiscrètement fouillé sa vie : aucune aventure extraordinaire, aucune trace de drame !

Minouche ne s'était pas marié, voilà tout ! Mais pourquoi ne s'était-il pas marié ?... La chose pouvait paraître d'autant moins explicable qu'il se montrait toujours fort pressé auprès des femmes, galant même, et qu'il aimait à s'en voir entouré.

A la vérité, si on l'observait de près, on pouvait constater chez Minouche quelque chose comme une indulgence ironique envers le beau sexe, une façon de se réjouir intérieurement au moindre signe du plus petit ridicule.

Lorsqu'il voyait une femme pâlir soudain en découvrant sur une autre le costume qu'elle croyait posséder seule, Minouche laissait briller dans ses yeux une petite flamme qui trahissait son intense amusement.

Il en était de même lorsque, devant lui, une séduisante créature ne craignait pas de se poudrer les joues ou d'aviver ses lèvres de rouge. Il en était de même encore lorsqu'une jolie femme émettait sur l'art, la littérature ou la politique quelque opinion qui eût, peut-être, gagné à être plus murie.

Minouche ne contredisait pas ; il souriait d'un air pénétré, mais ses yeux pétillaient d'aise. On eût dit qu'à sa collection de tableaux il ajoutait une autre collection : celle des délicieuses incongruences des jolies femmes.

Et il se trouva qu'un jour la toute charmante Mme Terrier, Gabrielle Terrier, devint veuve.

Voilà qui fera tout à fait l'affaire de mon ami Minouche, se dit Etienne Rebours pour qui le célibat entité d'un aussi bon camarade demeurait presque scandaleux.

Etienne Rebours avait raison : Gabrielle était fort jolie ; sa fortune, sa situation sociale s'accordaient avec celles de Minouche, Mme Terrier n'avait jamais passionnément aimé son mari, et elle paraissait regarder Minouche d'un oeil sympathique.

Restait ce têtù de Minouche.

Mais que pourrait-il objecter, encore ?

Pour lui, comme pour les autres, l'âge venait.

Vieillirait-il dans l'impénitente finale ? N'avait-il pas assez de l'existence de cercle et de restaurant ?

Songea-t-il qu'une maladie le mettrait aux mains d'une gouvernante cupide ?

Rebours voulut en avoir le cœur net, et, sans tergiverser, il alla exposer ses vues à son vieil ami. Et il les expose avec tant de feu et de conviction qu'il ne remarqua pas que Minouche fait de prodigieux efforts pour ne pas éclater de rire.

Tu connais bien Gabrielle Terrier, qui vient de perdre son mari ? dit Rebours.

Parfaitement. Je la connais depuis dix ans.

C'est la femme qu'il te faut. Voilà !

Qu'as-tu à répondre ?

Ecoute-moi bien, fit Minouche, qui venait de se caler confortablement dans un bon fauteuil. Il y a sept ou huit ans... le souvenir m'en est précis comme si j'étais d'hier... j'étais allé à une grande soirée musicale chez cette excellente comtesse Molosse.

Je crois que j'y étais aussi.

Les artistes se tenaient sur une estrade et l'on avait disposé dans le salon plusieurs rangs de petites chaises dorées sur l'une desquelles je m'assis. Au moment où le concert prit fin, chacun se leva pour gagner le buffet que l'on savait confortablement, sauf une assez jeune femme qui se trouvait deux ou trois rangs devant moi.

Par quel hasard, en cet instant même, détournait-elle son buste de mon côté ? Or, imagine-toi que cette femme venait de perdre, à son insu, une des poses les plus adorables, les plus gracieuses qu'il m'ait été donné de voir ! Son cou s'appuyait sur le dos de la chaise pendant que sa tête, dans une coquette version du cou, venait presque toucher son épaule nue.

Tout cela était simple et juvénile, un peu contourné, un peu précieux, mais infiniment agréable.

Ce fut au point qu'en passant près d'elle je ne pus m'empêcher de le lui dire :

— Je vous en prie ! Ne bougez pas ! Vous venez de prendre un mouvement d'une telle grâce qu'un peintre ne l'oublierait plus !

Elle me remercia d'un regard content et s'immobilisa en souriant dans la pose. Déjà j'étais passé et je gagnais le buffet.

Combien de temps j'y suis resté... Vingt minutes, une demi-heure : je venais à ce que des dames fussent bien servies ; je passais par-dessus des têtes quelques coupes de fruits ou de

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

UN MANIFESTE DE LA C.G.T.

LES CHEMINOTS VONT METTRE EN DEMEURE LA C.G.T. DE SE PRONONCER SUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

La commission administrative de la Confédération générale du travail recommande le calme, le sang-froid, l'énergie et la ténacité pour l'aboutissement des revendications matérielles purement corporatives de la classe ouvrière.

Par des calomnies infâmes, par des manœuvres condamnables, on essaie de se dresser contre les travailleurs en grève.

Criminelles sont ceux qui, dénaturant le mouvement, veulent lui trouver des origines suspectes.

Les grévistes sont-ils responsables des lenteurs apportées à la conclusion de la paix ?

Sont-ils responsables de l'ignorance dans laquelle est maintenu le peuple souverain ?

Sont-ils responsables des impôts nouveaux qu'une absence de politique financière rend inévitables ?

Sont-ils responsables de la politique douanière poursuivie en ce moment, avec le souci exclusif de protéger les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général ?

En présence de ces manœuvres et devant ces faits, la C. G. T. vous demande d'avoir de la clairvoyance, du sang-froid, de l'énergie, de la ténacité. Elle s'agit de défendre les revendications matérielles — huit heures et augmentation de salaires — il y a des revendications d'ordre social qui nous tiennent à cœur.

Pour ces revendications, elle est prête à l'action, elle en prépare la réalisation. C'est pourquoi vos grèves actuelles doivent se limiter aux revendications corporatives posées par vous.

Le mandat d'appliquer les décisions prises par le dernier Comité national appartient à la C. G. T. Nous n'oublions pas que le Comité national a proclamé l'urgence de l'amnistie, de la démobilisation, de la cessation de toute intervention militaire à l'étranger, de la paix rapide, sûre et durable.

De la semaine prochaine, les délégués confédéraux partiront dans tous les centres de provinces, afin de discuter les décisions prises par le Comité national, pour exposer ces revendications sociales aux travailleurs des villes et des champs.

D'autre part, les organisations ouvrières antiques ayant décidé, de leur côté, un effort semblable, la C. G. T. leur a demandé de coordonner l'action commune aux prolétaires des deux pays, puisqu'ils poursuivent le même but.

La réponse de nos camarades britanniques, le résultat de la manifestation de propagande doivent décider de l'heure de notre action.

LA C. G. T. DÉCLARE LA PAIX

L'irritation, le mécontentement qui se manifestent dans les grèves actuelles, vous les connaissez : ils sont la résultante du malaise général qui pèse sur le pays ; ils sont la conséquence de la politique du silence et de la contrainte imposée aux aspirations populaires ; de l'oubli des engagements solennels annonçant la paix des peuples et préparant la coopération féconde des nations dans le travail. Ce mécontentement profond est également la condamnation de l'appui donné à la réaction mondiale.

Veut-on, aujourd'hui, avoir raison des protestations populaires par la répression ? Va-t-on renouveler les procédés d'autrefois et remettre l'armée en face des grévistes ?

La C. G. T. dénonce le péril. Elle est prête à la résistance.

La C. G. T., représentation naturelle des travailleurs, déclare que les problèmes économiques posés par les grèves doivent être résolus rapidement ; que les problèmes sociaux et internationaux, dont la solution est réclamée ardemment par la population tout entière, doivent l'être aussi.

Le vote a-t-il ?

Parlementaires et gouvernement comprendront-ils enfin ?

Une fois de plus, au nom de la classe ouvrière anglaise, la C. G. T. proclame ses droits. Elle prend ses responsabilités, décide à soutenir les grèves en cours et à poursuivre sa route avec la certitude de répondre aux aspirations des travailleurs.

(Sont les signatures)

UN MANIFESTE DE L'UNION DES SYNDICATS

De son côté, l'Union des syndicats publie un manifeste destiné à insister plus particulièrement sur la nécessité d'une discipline syndicale très stricte et à inciter les ouvriers en grève à suivre les indications raisonnables des militants autorisés.

LA RÉUNION DES CHEMINOTS

Le meeting monstre qui s'est tenu, cette nuit, dans quatre salles de la Bourse du travail a été houleux.

Les deux tendances actuellement dominantes dans les organisations des cheminots se sont affrontées sur le terrain brûlant des décisions à prendre pour participer au mouvement syndicaliste auquel nous assistons.

La tendance modérée, désireuse de respecter la discipline confédérale, était représentée par Bidegaray, secrétaire général de la fédération, à laquelle sont affiliés tous les syndicats de province.

La tendance extrémiste, partisan de la grève générale immédiate, était représentée principalement par les délégués des cheminots parisiens. Elle eut pour la dé-

champagne à de mignonnes mains tendues ; ensuite je songai à moi-même. Oui, j'ai dû rester vingt bonnes minutes à ce buffet devant lequel s'échangeaient des propos pleins de gaieté. Plus je résolus de partir et, pour partir, je dus repasser par le grand salon. Eh bien, mon vieux Rebours, dans ce grand salon, saisi-tu ce que je vis ?

Je vis, parmi les chaises bouclées, toute seule sous les lumières, ma jeune femme de tout à l'heure... et qui tenait encore la pose !

Elle la tenait moins bien, mon pauvre ami ! C'était une pose difficile ; mais elle s'y obstinait avec une candeur attendrissante ! Tout son corps se tendait, dans l'effort ; son bras devait s'ankyloser, et je devinais à la crispation de ses traits qu'elle devait souffrir atrocement d'un torticolis !

Qu'importait ? Quelqu'un lui avait dit qu'elle avait rencontré, par hasard, un mouvement rare... Allait-elle y renoncer ? Plutôt souffrir mille morts, mais rester belle !

Et elle m'apparut ainsi tellement comique, pitoyable et sottée que ce spectacle ne s'effaça jamais de mon esprit.

C'était... Elle-même ! Note bien que je la trouve charmante, mais, à tout prendre, il y a bien peu de femmes qui ne soient pas charmantes... Minouche n'acheva pas sa phrase. Son ami Rebours avait vivement ramassé canne et chapeau et il était déjà parti.

Pierre VALDAGNE.

LA RÉPUBLIQUE RHÉNAINE

CE QUE M. ERZBERGER dit dans sa protestation

Il invoque l'article 5 du traité de l'armistice et le danger que court la vie économique allemande.

BALE, 6 juin. — Une dépêche de Versailles aux journaux de Berlin donne le texte de la protestation adressée par M. Erzberger à M. Clemenceau au sujet de la République rhénane.

Cette protestation dit que l'attitude des autorités d'occupation serait en opposition avec l'article 5 du traité d'armistice, aux termes duquel les compétences des autorités administratives actuelles de ce territoire doivent demeurer intactes.

Elle ajoute que la séparation de territoires comptant un si grand nombre d'habitants et possédant une industrie si largement développée tels que les pays rhénans doit ébranler les assises de la vie économique allemande.

Elle termine en demandant aux gouvernements alliés de ne pas laisser la lumière sur les incidents signalés ; de prendre soin que les autorités des puissances occupantes du territoire rhénan soient avisées immédiatement, et de la manière la plus énergique, des dangers de cette politique ; qu'elles soient tenues de s'abstenir d'un côté de tout encouragement des efforts séparatistes, et sachent qu'elles doivent d'autre part ne mésestimer aucun obstacle aux actes de ceux qui luttent contre ces efforts, conformément à leur devoir.

Une note identique dans le fond et dans la forme a été présentée par M. Brockdorff-Rantzau.

D'autre part, suivant la Gazette de Francfort, une déclaration de protestation, signée des partis démocratiques allemands, populaire allemand, socialiste indépendant, parti populaire national allemand, a été remise aux autorités militaires françaises des pays occupés.

Une dépêche de Copenhague raconte que, devant l'attitude hostile des éléments ouvriers, le président Døstensen aurait quitté Wiesbaden pour aller résider à Bischofsberg. Cette dépêche n'est nullement confirmée ici.

Les plénipotentiaires allemands protestent

Le baron von Lersner a envoyé, hier soir, au ministère des Affaires étrangères, une note de protestation contre l'établissement de la République rhénane.

M. Renner rentre aujourd'hui à Saint-Germain

M. Renner est attendu, ce matin, à Saint-Germain, rentrant de la frontière autrichienne avec cinq collaborateurs.

Les interviews de M. Brockdorff-Rantzau

BALE, 6 juin. — Un télégramme de Berlin donne de nouveaux passages de l'interview de M. Brockdorff-Rantzau publiée par la Vossische Zeitung. Ces passages concernent la constitution de la Haute Cour en Allemagne pour poursuivre les coupables de la guerre, et tout un plan de nouveau régime économique dont la base serait la commission des réparations ; M. Brockdorff-Rantzau a laissé entendre que c'était là un projet du gouvernement allemand.

Une motion socialiste sur les conditions de paix

Au cours de la réunion qu'il a tenue, hier matin, au Palais-Bourbon, le groupe du parti socialiste s'est occupé des négociations de paix. Sur la proposition de M. Renaudel, il a voté une motion où il exprime l'espoir que des « améliorations » seront apportées au traité, afin de lui donner un caractère plus conforme aux conditions d'un paix plus durable.

Il réclame enfin des précisions sur les réparations prévues.

Le groupe a procédé ensuite à un échange de vues sur la situation résultant des conflits ouvriers actuels. Il tiendra, à ce sujet, cet après-midi, une nouvelle réunion.

Le Sénat adopte le projet sur les mines

Après avoir voté un projet de crédits pour la réparation des monuments endommagés par la guerre, la proposition tendant à étendre le privilège des ouvriers et des commis en matière de créance pour salaires aux artistes dramatiques et lyriques et une proposition relative à l'avancement des sous-lieutenants incapables, le Sénat a repoussé, hier, la discussion du projet sur les mines.

A l'article 2, il a adopté une disposition portant que la part du personnel sur les bénéfices sera prélevée sur celle de l'Etat, à concurrence de 25 0/0 de celle-ci.

M. Paul Strauss a fait adopter un amendement aux termes duquel le cahier des charges devra déterminer les conditions dans lesquelles sera établi, appliqué et révisé un barème des salaires minima qui devront être payés aux ouvriers de la mine et de ses dépendances. Cet amendement avait été soutenu par M. Loucheur, qui avait saisi l'occasion pour faire connaître au Sénat qu'un accord venait de mettre fin aux grèves des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.

Les autres articles et l'ensemble de la loi ont été adoptés.

L'OBSERVATEUR DE LA "GROSSE BERTHA" EST CONDAMNÉ À MORT

Le capitaine Funk, de l'armée autrichienne, se trouvait à Paris lorsque la guerre éclata. Il sut y rester jusqu'à l'armistice, sans attirer l'attention de la police.

Durant son séjour, le capitaine Funk a fait de l'espionnage : c'est lui qui renseignait l'Allemagne sur les points de chute des obus de la Grosse Bertha et des bombes des Gotha.

Le 2^e conseil de guerre, après réquisition du lieutenant Jeanningros et plaidoirie de M. Viteau, commis d'office par le bâtonnier Henri-Robert, a condamné, hier, à la peine de mort le capitaine Funk, pour « avoir communiqué des renseignements concernant les bombardements par Gotha et Bertha à l'attaché militaire allemand à Madrid, qui les a transmis à son gouvernement ».

Les débats avaient eu lieu à huis clos. La sentence a été rendue à l'unanimité.

1914 MÉMOIRES DE GUERRE INÉDITS du MARÉCHAL FRENCH

Copyright by « Excelsior » (France), « Daily Telegraph » (England) and « New-York Herald » (United States of America) 1919.

CHAPITRE XV

Coup d'œil sur les plans alliés, sur le front occidental, à la fin de la première bataille d'Ypres.

(Suite)

Le cabinet connaissait fort bien la situation avant l'envoi du télégramme de Sir Edward Grey, le 9 décembre. Il est évident que les points traités dans le mémorandum du 9 janvier n'étaient que des excuses, un voile jeté pour effacer la répugnance du gouvernement britannique à adopter une attitude ferme vis-à-vis de celle prise par les Français. Mais il y avait plus :

Réponse aux objections de Kitchener

Les objections de lord Kitchener peuvent être aisément réfutées. D'une façon générale, on peut les résumer ainsi :

1^o La reprise aux Allemands de cette bande de côte ne suffirait pas à compenser les lourdes pertes subies au cours de l'opération ;

2^o La ligne alors occupée s'allongerait exagérément ;

3^o Le transport de troupes supplémentaires « ne pourrait être obtenu que par un remaniement complet de l'organisation future des renforts » ;

4^o Les approvisionnements en munitions d'artillerie, sur le pied demandé, seraient impossibles ;

5^o Notre engagement dans une telle entreprise diminuerait notre pouvoir de résistance à une contre-offensive allemande, dans un avenir rapproché.

Je réponds ainsi :

Premier point. Si nous avions été en possession de la ligne des côtes entre Nieupoort et la frontière hollandaise, dans la première partie de 1915, et si nous avions pu maintenir cette possession jusqu'à la fin de la guerre, les Allemands auraient été privés, dans une large mesure, de la possibilité, qu'ils ont exploitée avec tant de succès, de mener leur campagne sous-marine. Si lourdes eussent été les pertes dont nous les eussions payés, les résultats obtenus auraient été dignes de nos sacrifices.

A un degré moindre, la même chose peut être dite des entreprises aériennes ennemies. Je déclare que l'histoire de cette guerre au point de vue naval démontrera l'exactitude de mon opinion.

Deuxième point. L'extension de la ligne à tenir aurait dépendu de l'importance de notre succès. Si nous étions parvenus à réussir notre offensive par le flanc gauche (entre Nieupoort et Dixmude), au moyen d'un puissant appui de la flotte, le moins que nous eussions pu obtenir aurait été de faire évacuer aux Allemands le triangle Nieupoort-Dixmude-Zeebrugge.

Si l'opération avait dû être suspendue, nous nous serions arrêtés sur la ligne Dixmude-Zeebrugge, au lieu de la ligne Dixmude-Nieupoort. La première de ces lignes a, présentement, une étendue double de celle de la seconde. Mais notre position à Zeebrugge eût permis, dans la plus large mesure, le concours de la flotte, et la région au sud-ouest se prête aux inondations. Ce nous eût permis d'occuper la portion nord-est de la ligne avec des forces beaucoup moins grandes. Aussi bien, c'était en vue d'une telle nécessité que j'avais demandé des forces de renfort.

Cette situation aurait forcé l'ennemi à tenir un dangereux saillant, exposé, au nord, aux canons de la flotte ; il est plus que probable qu'il eût exécuté un repli qui eût fortement raccourci notre ligne.

Troisième point. L'argument est discutable. Mais, même s'il était exact, il n'existe pas d'objections raisonnables, d'ordre militaire, contre l'organisation d'une opération qui eût pu amener des résultats si importants.

Quatrième point. Voici la meilleure des réponses à cette objection : deux ou trois mois plus tard, des trains de munitions et grand nombre (munitions lourdes, moyennes, légères) ont quitté l'arrière de l'armée en France, en route pour Marseille, où on les a embarquées pour les Dardanelles.

Cinquième point. La meilleure façon de faire avorter une attaque est de prendre une ferme et puissante initiative.

La seule chose que je puisse dire des raisons qui ont fait rejeter mon plan est qu'elles étaient illogiques, et je suis bien sûr que ceux qui les employèrent les jugèrent ainsi.

Ce qu'en pensait le Comité de guerre anglais

Mais peut-être la véritable explication de tout ceci doit-elle être cherchée dans le mémorandum suivant, du 9 janvier 1915.

Il s'exprime comme suit :

« Possibilité d'emploi des forces britanniques sur un théâtre d'opérations autre que celui où elles sont actuellement utilisées. »

« Le Comité a examiné attentivement vos remarques sur la question, en réponse à la lettre de lord Kitchener. Il est arrivé à cette conclusion que, certainement, pour le présent, le principal théâtre d'opérations pour les forces britanniques devra être aux côtés de l'armée française, et cela tant que la France sera exposée à une invasion victorieuse et demandera un concours militaire. On a également décidé que si des opérations ultérieures parvenaient à chasser les Allemands de France et à les rejeter en Allemagne, les troupes britanniques devraient coopérer à cette action. On a esquivé l'après un nouvel échec subi par les Allemands dans leur tentative de rupture des lignes tenues par nous et les Français, la situation militaire en France et dans les Flandres se tournerait probablement en une stabilisation dans laquelle il sera impossible aux Allemands de pénétrer plus avant en France et où, en même temps, les défenses allemandes seraient infranchissables à toute action offensive des Alliés sans de grandes pertes et une dépense de munitions telle qu'on n'y pourrait suffire. Dans ces circonstances, il est très désirable de trouver un autre théâtre d'opérations où les obstacles à une avance seraient moins prononcés et où des opérations contre l'ennemi pourraient amener des résultats plus décisifs. »

Pour ces raisons, le Comité de guerre a décidé que certains des projets prévoyant la poursuite de la guerre sur d'autres théâtres d'opérations seraient examinés avec soin pendant les quelques semaines qui viennent, de manière à ce qu'aussitôt les forces nouvelles en état d'agir les plans soient prêts pour saisir les éventualités qui seraient jugées favorables, soit du point de vue politique, soit pour permettre à nos forces d'agir avec le meilleur avantage, de concert avec les troupes d'autres nations qui viendraient se joindre à nous. »

Réponse au Comité

En fait, cette idée s'ancre dans l'esprit des membres du Comité de guerre qu'une stabilisation s'établirait fatalement sur le front occidental et qu'en conséquence il fallait chercher d'autres théâtres où pour-

raient se présenter des occasions meilleures d'exécuter une offensive victorieuse.

On me demanda mon opinion sur ce point, et je la donnai complètement. La place me manqua pour publier *in extenso* le mémorandum que je rédigeai sur la question, mais mes idées ressortiront des paragraphes de conclusion, qui s'expriment ainsi :

« A supposer, cependant, que tous les arguments précédents doivent être écartés, il reste à savoir où une action efficace peut être engagée. Les pays à considérer sont les suivants :

« a) Russie. — Impossible. Aucun moyen d'y envoyer une armée : la Baltique est fermée, Arkhangel bloquée en hiver, méditerranée dans les autres saisons ; Vladivostok beaucoup trop loin. »

« b et c) Danemark, Hollande. — L'un ou l'autre de ces pays aurait à déclarer la guerre à l'Allemagne, à moins que sa neutralité ne fût violée. Dans les deux cas, les communications par mer, exposées aux dangers des mines et des torpilles, seraient aussi peu sûres que possible. »

« d) Côte septentrionale d'Allemagne. — Communications également très dangereuses. »

« e) Italie. — En supposant l'Italie combattant avec nous, elle n'aurait sans doute pas besoin du concours de troupes britanniques et en finirait avec l'Autriche par ses propres moyens. Il est peu probable que l'Italie soit poussée à se joindre à nous, simplement par l'offre de troupes que sa connaissance des choses militaires lui montrerait comme pouvant être mieux utilisées ailleurs. »

« f) Istrie et Dalmatie. — Ligne de communication très périlleuse, impossible dans l'hypothèse d'une Italie hostile. Les lies de la côte dalmate sont spécialement favorables à la défense sous-marine, aux torpilles, les mines pouvant, d'autre part, interdire absolument l'approche de la côte. Dans le cas d'une action bienveillante de l'Italie, une avance par le pays serait plus facile, mais, comme il a été dit au paragraphe précédent, inutile. »

« g) Grèce. — Une marche vers la Serbie, à travers la Grèce, probablement via Salonique, supposerait une Grèce combattant avec nous. Probablement la meilleure, de toutes les hypothèses, mais qui nécessiterait la stricte neutralité de la Bulgarie, sans quoi les communications par terre seraient exposées à une attaque. Une Italie hostile empêcherait également complètement la chose. »

« h) Galilée, Asie Mineure, Syrie. — Aucune attaque contre la Turquie ne peut amener de résultats décisifs. Dans l'hypothèse la plus favorable, elle ne pourrait que diminuer, dans le Caucase, la pression contre la Russie, et lui permettre d'amener deux ou trois corps d'armée dans l'Ouest, résultat complètement disproportionné à l'effort. Attaquer la Turquie, c'est jouer le jeu de l'Allemagne, arriver à la fin qu'elle s'est proposée en poussant la Turquie dans la guerre, en écartant les troupes du point vital : l'Allemagne elle-même. »

On pouvait percer la ligne allemande en Flandre

« En résumé, mon avis est le suivant :

1^o L'impossibilité de percer la ligne allemande en Flandre n'a pas été prouvée ; cette opération, pour être praticable, nécessite un nombre suffisant de canons et d'obus explosifs ;

2

OUI... MAIS...
RIBBY
HABILLE MIEUX
les DAMES et les MESSIEURS
16, Boulevard Poissonnière
OUVERT LE DIMANCHE

COURSES A MAISONS-LAFFITTE

Les deux meilleures courses de la journée — on pourrait même dire les deux seules bonnes courses — ont été gagnées par les représentants de l'écurie Vanderbilt, Maskara et Brumado, tous les deux grands favoris. Mais leur victoire n'a pas été précisément facile, et il a fallu que O'Neill déploie tout son talent et toute son énergie pour l'assurer.

Maskara l'a emporté très nettement sur

autre. Bus l'a emporté après une fort
olie lutte.

— ♦ —

Résultats du vendredi 6 juin 1919

PRIX DE LONGJUMEAU

vendre aux enchères, 3,500 fr. 1,400 mètres.

LA FAUCHEUSE, F. Lalloué.....P. 33 50 16 50
(R. Stokes).....P. 10 50 5 50
Jane Salmon (Milton Henry).....P. 10 50 5 50
3 Nulle (Esperance (Hobbs); 4 San José II (Rovella)
1 long, 1/2; 10 longueurs; 20 longueurs.

PRIX MARCAIS

3,000 francs, 1,400 mètres.

MASKARA, W.-K. Vanderbilt.....G. 21 50 10 50
(O'Neill).....P. 12 50 6 50

CROIX-SAINT-JACQUES (Hodges) P. 25 = 1 50
 2 Rods (H. Collet) ; 2 Romans (Milton Henry).
 C. encolure : 1/2 longueur ; 40 longueurs.
PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES
 3,000 francs, 2,000 metres.
 KING'S CROSS, Jean Lueur..... G. 15 = 7 50
 (O'Neill)
 2 La Couleuvre (R. Sauvat) ; 3 Noquette (R. Brehes).
 1 long. 1/2 ; 20 longueurs.

une revue à chansons montmartroises et à mots roses, au milieu des splendeurs d'une féerie orientale » (M. Ader, le *Temps*). « M. Trébor vient de nous offrir un spectacle rare et plaisant » (M. de La Fouchardière, *Bonsoir*). « Costumes éclatants et fort riches, portés par de jeunes personnes remarquablement jolies (M. G. Boyer, le *Petit Journal*). « Quant aux interprètes, ils sont tous remarquables » (M. G. Pioch, le *Pays*). Dimanche et lundi, matinée (le pourtour est ouvert).

A DOS AUTO-AJUSTEUR
ne gêne aucun mouvement du corps
Breveté S. G. D. G.
Pattes tissu boutonnnières

"INUSABLES"
Bouclerie inoxydable
par procédés nouveaux
VENTE EN GROS :
48, rue de Bondy, PARIS

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

7

LES SPORTS

CHAMPIONNAT DE TENNIS L'AMÉRIQUE ET L'Australie JOUERONT LA FINALE

La France est éliminée

Malgré une magnifique partie de Gohbert, qui a battu hier, l'Australien Patterson, la France a été définitivement éliminée du Championnat par nation, et la finale commencera aujourd'hui sur les courts du Stade Français, à Saint-Cloud, entre l'Australie et l'Amérique.

Les résultats sont les suivants :
Gohbert bat Patterson, 6-4, 1-6, 5-7, 7-5, 6-4.
O'Hara Wood bat Samazeuilh, 6-4, 6-2, 6-2.
K. Koseluh bat Mathy, 6-2, 6-4, 6-2.
Washburn bat J. Koseluh, 4-6, 8-6, 6-3, 6-3.

Aujourd'hui, Patterson contre Washburn et O'Hara Wood contre Mathy.

La France n'a donc gagné que deux simples, et l'Australie a remporté trois victoires, deux simples et le double, se qualifiant ainsi pour l'Amérique, qui a battu la Tchéco-Slovaquie.

Mlle Chevalier Gagne Le Championnat d'Escrime d'Académie

Notre confrère G. de Lafreté nous avait convoqué à applaudir les élèves d'Académie, qui disputaient à la salle Baudet leur annuel championnat d'escrime.

Mlle Chevalier remporta l'épreuve, dans un fort joli style. Comme toute « académicienne » qui se respecte, cette jeune fille est une sportswoman accomplie. Elle nage,

MILLE FRANCS DE RÉCOMPENSE

Perdu, Pré-Catalan, jeudi 5 juin, barrette sept brillants, monture platine. Rapporter : Madame Ferreries, 20, avenue de Wagram. Téléphone : Elysées 24-00.

Nous rappelons à nos abonnés que toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande d'abonnement et de 50 centimes pour frais. Il ne pourra être fait droit qu'à des demandes présentées dans les conditions ci-dessus.

VOILA UN HOMME FORT



Le CHASSEUR. — Plus besoin de fusil pour combattre les lions. Un verre de QUINNUM LABARRAQUE et voilà le résultat.

L'usage du Quinnum Labarraque à la dose d'un verre à liqueur après chaque repas suffit, en effet, pour rétablir, en peu de temps, les forces des malades les plus épuisés, et pour guérir sûrement et sans secousses les maladies de langueur et d'anémie les plus anciennes et les plus rebelles à tout autre remède. Les fièvres les plus tenaces disparaissent rapidement devant cet héroïque médicament.

Aussi, les personnes faibles, débilisées par les maladies, le travail ou les excès ; les adultes fatigués par une croissance trop

MONUMENTS FUNÉRAIRES ET COMMÉMORATIFS



riches et pour toutes situations. Maison de confiance. De 2 à 6 h. M^{me} Carls, 64, rue Darnemoit.

Les enfants français ont un aliment français

la Blédine

JACQUEMAIRE

spécialement préparé pour les enfants en bas âge

ÉCHANTILLON GRATUIT

Établissements JACQUEMAIRE Villers-Cotteret (Aisne)

LA BARONNE DE LAROCHE bat le record féminin de la hauteur

La baronne de Laroches s'est attaquée, hier matin, à Issy-les-Moulineaux, au record féminin de l'altitude en avion. Partie à 8 h. 38, elle a atterri à 10 h. 27, ayant atteint 3.900 mètres. (Précédent record féminin : 1.270 mètres.)



M^{me} CHEVALIER

à son excellent professeur, Mme Gardères, qui a le rare mérite d'avoir formé à son école, qui est de toute première qualité, ces très élégantes, très combattives et très sportives escrimeuses ! — JOE BRIDGE.

LES JEUX INTERALLIÉS

La participation de la Grèce. — Il est certain maintenant que la nation qui fut la patrie des Jeux Olympiques et qui vit également leur réédition dans les temps modernes participera aux prochains Jeux Pershing. Il eût été regrettable, en effet, que la Grèce ne fût pas parmi les nations concurrentes.

Les commandants George Bellas et Jean Rosen viennent d'arriver à Paris pour préparer toute l'organisation en vue de la venue prochaine de l'équipe grecque.

Ils font partie tous deux du comité directeur des Jeux et s'efforcent d'obtenir de celui-ci qu'on revienne au style grec pour le lancement du disque, ou du moins qu'une épreuve comportant ce style soit ajoutée au programme.

L'équipe grecque participera aux épreuves d'athlétisme, de cross-country, de grenade, d'escrime, de nage, de lutte et de tir.

NATATION

Les Championnats américains. — Les championnats de l'armée américaine de natation ont continué, hier, devant une foule considérable, dans le lac de Saint-James, au Bois de Boulogne. Un match de water-polo, entre l'équipe américaine et celle du S. C. U. F., s'est terminé par un match nul : un but à un.

La finale du 500 mètres a été gagnée par Douglas, devant Lang et Dedham, en 14' 2/5, 100 mètres nage sur le dos, 1^{re} série : 1. Monahan, 2. Hawkins. Temps : 1' 37" 3/5. 2^{de} série : 1. Gardner, 2. Bennett. Temps : 1' 37" 3/5. 400 mètres. — 1^{re} série : 1. Hanley, 2. Manly. Temps : 6' 40" 2/5. 2^{de} série : 1. Mantel, 2. Beigle. Temps : 6' 40" 2/5.

Les deux premiers de ces deux séries sont qualifiés pour la finale, qui aura lieu aujourd'hui.

Étude de M^{re} Henri BAUDOUIN, Commissaire-Priseur, 10, rue Grange-Batelière

MANUSCRITS
Ouvrages des XVII^e et XVIII^e siècles
Livres illustrés du XVIII^e siècle
Ouvrages divers
Vente après décès de M^{lle} D.
HOTEL DROUOT, SALLE N° 9
Les mardi 10, mercredi 11
et jeudi 12 juin 1919, à 2 heures
M^{re} Henri BAUDOUIN, Commissaire-Priseur.
M. Ch. BOSSE, Libraire-Expert.
r. Grange-Batelière, 10, 18, r. de l'Ange-Comédie.

OBJETS D'ART ET D'AMEUBLEMENT

Collection de M. Marcel COTTREAU
DU XVIII^e siècle et autres
Porcelaines de Chine — Objets divers — Manuscrits du XV^e siècle — Groupe en marbre blanc du XVI^e siècle
BRONZES — PENDULES — SIEGES ET MEUBLES — TAPISSERIES
Œuvres de : J. Berlaux, Breughel, Ph. de Champagne, A. Van Dyck, Francia, J. Van der Heyden, Hobbema, Singeland, M. Mireville, Van Meir, D. Teniers, S. Vranck, E. de Witte, G. Wynants.
Vente à Paris, Galerie GEORGES PETIT, 8, rue de Sèze
Le jeudi 12 juin 1919, à 2 heures
Commissaire-Priseur : M^{re} Henri BAUDOUIN, 10, rue de la Grange-Batelière
EXPERTS :
Pour les Objets d'Art : M. MANNEZIM, 7, rue Saint-Georges
Pour les Tapisseries : M. Jules FERAL, 7, rue Saint-Georges
EXPOSITIONS : PUBLIQUE, le mercredi 11 juin 1919, de 2 heures à 6 heures

OBJETS D'ART & D'AMEUBLEMENT

DES XVII^e, XVIII^e SIÈCLES ET AUTRES
Porcelaines de la Chine et du Japon
CARTEL — BRONZES
TABLEAUX ANCIENS
GOUACHES — PASTELS
Appartenant à Madame de X...
VENTE Hôtel Drouot, salle n° 10
Le vendredi 13 juin 1919, à deux heures
Commissaire-Priseur : M^{re} Henri BAUDOUIN, 10, rue Grange-Batelière
EXPERTS :
Pour les Objets d'Art : M. MANNEZIM, 7, rue Saint-Georges
Pour les Tapisseries : M. Jules FERAL, 7, rue Saint-Georges
Exposition publique
Le jeudi 12 juin 1919, de 2 heures à 6 heures

MOBILIERS DE SALON

En ancienne Tapisserie
Bons Meubles
BRONZES D'ART ET D'AMEUBLEMENT
Tableaux — Gravures — Tapis
Appartenant à M. le vicomte de X...
El provenant du Château de B...
VENTE Hôtel Drouot, salle n° 6
Le samedi 14 juin 1919, à 2 heures
Commissaire-Priseur : M^{re} Henri BAUDOUIN, 10, rue Grange-Batelière
EXPERTS :
Pour les Objets d'Art : M. MANNEZIM, 7, rue Saint-Georges
Pour les Tapisseries : M. Jules FERAL, 7, rue Saint-Georges
Exposition publique
Le jeudi 12 juin 1919, de 2 heures à 6 heures

SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA LIQUIDATION DES STOCKS

VENTE N° 15 A LYON
63 CAMIONS, 24 CAMIONNETTES, 15 TOURISTES
20 MOTOCYCLETTES, 30 ENSEMBLES
Exposition permanente, de 9 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 16 h. 30, au Champ de manœuvres de Luchey-Hale (tramway de Pessac, descendre aux Echopes, suivre les flèches), du 6 au 17 juin 1919.
Adjudication le 17 juin 1919, à 13 h. 30, au Champ de manœuvres de Luchey-Hale, sur soumissions cachetées et timbrées à 1 fr., chaque véhicule constituant un lot.
Renseignements : au Parc de Vente ou Service des Ventes, 79, avenue de la Bourdonnais, à Paris. Téléphone : Saxe 76-57.

SOUS-SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA LIQUIDATION DES STOCKS

VENTE N° 15 A LYON
63 CAMIONS, 24 CAMIONNETTES, 15 TOURISTES
20 MOTOCYCLETTES, 30 ENSEMBLES
Exposition permanente, de 9 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 16 h. 30, au Champ de manœuvres de Luchey-Hale (tramway de Pessac, descendre aux Echopes, suivre les flèches), du 6 au 17 juin 1919.
Adjudication le 17 juin 1919, à 13 h. 30, au Champ de manœuvres de Luchey-Hale, sur soumissions cachetées et timbrées à 1 fr., chaque véhicule constituant un lot.
Renseignements : au Parc de Vente ou Service des Ventes, 79, avenue de la Bourdonnais, à Paris. Téléphone : Saxe 76-57.

EXCELSIOR

étant lu par tous et partout
ses Petites Annonces économiques du mercredi
qui vont, chaque semaine, chercher par toute la France ce que vous désirez
sont certainement le plus rapide et le plus sûr agent de liaison
entre L'OFFRE et LA DEMANDE

Les PETITES ANNONCES D'EXCELSIOR, le meilleur marché de tous les grands journaux, sont reçues à PARIS, 11, boulevard des Italiens (entrée particulière près l'Opéra-Comique). Mais, pour vous éviter tout dérangement, il vous suffit d'y adresser par poste, sur la formule ci-dessous, votre texte accompagné de son montant en un mandat, bon de poste ou timbres ; les ordres doivent nous parvenir le lundi au plus tard.

TARIF

Demandes d'Emploi...	2 francs
Gens de Maison...	la ligne
Offres d'Emploi, Leçons, Locations, Pensions de Famille, Plantes, Chevaux, Voitures et Haras...	3 francs
Alimentation, Occasions, Fonds de Commerce, Cabinets d'Affaires, Locations meublées, Chiens, Cours et Institutions, Epaves, Hygiène, Vente et Achat de Propriétés, Mobiliers, Automobiles, Divers, et toutes autres rubriques non spécifiées.	la ligne

AVIS

En aucun cas, EXCELSIOR n'accepte de recevoir ni de transmettre la correspondance des « Petites Annonces ». Jusqu'à la paix, la poste refuse les adresses sous chiffres ou initiales en poste restante.

La ligne se compose de 36 lettres ou signes de ponctuation. Tout mot abrégé se termine obligatoirement par un point.

L'usage de la grande presse parisienne n'est pas de justifier les insertions parues en Petites Annonces. Pour recevoir le Numéro justifié, ajouter 0 fr. 20 à la commande.

ORDRE D'INSERTION
à découper et adresser
au Service des Petites Annonces d'EXCELSIOR
11, boulevard des Italiens, PARIS

à la rubrique

Pour paraître les mercredis

Texte :

Nom :

Adresse :

Bourse de Paris du 6 juin 1919

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
5 0/0 1914	88 10	88 10	101. Fonc. 1895	355 00	355 00
4 0/0 1917	72 15	72 15	102. Fonc. 1905	388 75	388 75
3 1/2 1918	62 15	62 15	103. Fonc. 1910	400 00	400 00
3 1/2 1919	89 35	89 35	104. Fonc. 1915	405 00	405 00
100. Rente	324 00	324 00	105. Fonc. 1920	410 00	410 00
101. Rente	324 00	324 00	106. Fonc. 1925	415 00	415 00
102. Rente	324 00	324 00	107. Fonc. 1930	420 00	420 00
103. Rente	324 00	324 00	108. Fonc. 1935	425 00	425 00
104. Rente	324 00	324 00	109. Fonc. 1940	430 00	430 00
105. Rente	324 00	324 00	110. Fonc. 1945	435 00	435 00
106. Rente	324 00	324 00	111. Fonc. 1950	440 00	440 00
107. Rente	324 00	324 00	112. Fonc. 1955	445 00	445 00
108. Rente	324 00	324 00	113. Fonc. 1960	450 00	450 00
109. Rente	324 00	324 00	114. Fonc. 1965	455 00	455 00
110. Rente	324 00	324 00	115. Fonc. 1970	460 00	460 00
111. Rente	324 00	324 00	116. Fonc. 1975	465 00	465 00
112. Rente	324 00	324 00	117. Fonc. 1980	470 00	470 00
113. Rente	324 00	324 00	118. Fonc. 1985	475 00	475 00
114. Rente	324 00	324 00	119. Fonc. 1990	480 00	480 00
115. Rente	324 00	324 00	120. Fonc. 1995	485 00	485 00

CHEMIN DE FER DE PARIS A Orléans

Il est délivré des billets directs des trois classes, simples et aller et retour, de Paris-Quai d'Orsay, Orléans, Tours, Limoges et Gannat pour Casablanca et vice versa, avec enregistrement direct des bagages des villes ci-dessus pour Casablanca.

Les billets simples sont valables quinze jours ; les billets aller et retour trois mois, avec faculté de prolongation moyennant supplément.

Entre Bordeaux et Casablanca, il existe un service rapide hebdomadaire avec départ chaque samedi dans les deux sens ; traversée en trois jours environ.

MOBILIER DE SALON

En Tapisserie du temps de Louis XVI
TAPISSERIE FLAMMANDE DU XVIII^e SIÈCLE
Vente à Paris, Galerie G. PETIT, 8, rue de Sèze
Le jeudi 12 juin 1919, à 4 h. 1/2
M^{re} Henri BAUDOUIN, Commissaire-Priseur.
M. MANNEZIM, Experts.
10, r. Grange-Batelière, rue Saint-Georges, 7
EXPOSITIONS : Particulière, mardi 10 juin à 2 h. 1/2 ; Publique, mercredi 11 juin à 6 h.

MOBILIERS DE SALON

En ancienne Tapisserie
Bons Meubles
BRONZES D'ART ET D'AMEUBLEMENT
Tableaux — Gravures — Tapis
Appartenant à M. le vicomte de X...
El provenant du Château de B...
VENTE Hôtel Drouot, salle n° 6
Le samedi 14 juin 1919, à 2 heures
Commissaire-Priseur : M^{re} Henri BAUDOUIN, 10, rue Grange-Batelière
EXPERTS :
Pour les Objets d'Art : M. MANNEZIM, 7, rue Saint-Georges
Pour les Tapisseries : M. Jules FERAL, 7, rue Saint-Georges
Exposition publique
Le jeudi 12 juin 1919, de 2 heures à 6 heures

MOBILIERS DE SALON

En ancienne Tapisserie
Bons Meubles
BRONZES D'ART ET D'AMEUBLEMENT
Tableaux — Gravures — Tapis
Appartenant à M. le vicomte de X...
El provenant du Château de B...
VENTE Hôtel Drouot, salle n° 6
Le samedi 14 juin 1919, à 2 heures
Commissaire-Priseur : M^{re} Henri BAUDOUIN, 10, rue Grange-Batelière
EXPERTS :
Pour les Objets d'Art : M. MANNEZIM, 7, rue Saint-Georges
Pour les Tapisseries : M. Jules FERAL, 7, rue Saint-Georges
Exposition publique
Le jeudi 12 juin 1919, de 2 heures à 6 heures

Surdités anciennes ou récentes et tous maux d'oreilles guéris par le Baume Alta.

Notice probante Ph^{ie} Alta, Châtelleraut (Vienne)

Officiers ministériels

ADJUDICAT. dimanche 6 juillet 1919, 2 h. préc. en la mairie de Vigny (E.-O.), en 10 lots, pouvant être modifiés au gré des amateurs.

BEAU DOMAINE DE VIGNY

(S.-et-O.), à 40 kilomètres de Paris.
Magnifique Château style Renaissance parfait état, av. grand Parc, Fermes, Terres, Terrains de chasse, Bois, Château de Freminville, Maisons, Propriétés à VIGNY et communes voisines.
Faculté de traiter avant l'adjudication.
S'adr. pr. renseignements : à Vigny, à M^{re} Bour, not. et Delvalle, réquisiteur ; à Paris, à M^{re} Barillot, notaire, 50, rue La Boétie, et, pour traiter, à MM. BERNHEIM fr. et fils, 23, r. Arcade, Paris.

TERRAIN MARAÎCHER CONSTITUÉ EN 4 LOTS A CRÉTEIL

(Seine-et-Marne), d'Alfort, 88.000 m² M.A.P. 60.000 fr. A adj. s. 1 ench. ch. not. Paris, 24 juin. S'adr. M^{re} Thion de La Chaume, n. 8, bd Sébastopol.

MAISON A BOULOGNE-SUR-SEINE

avenue Victor-Hugo, n° 169. Cont. 1.200 m². M.A.P. 20.000 fr. S'adresser à M^{re} PLAIGNAUD et de Forges, avoués à Paris, et à M^{re} Vitry, notaire à Boulogne-sur-Seine.

A vendre VILLA normande meublée, L'Escalade, à VEUILLES-LES-ROSES (S.-O.).

sur cave ; cuisine, s. à m., sal., gde ch., cab. toil., w.c. 1^{er} et gde ch., etc., chauff. cent., eau électr. Gd jardin, garage, atel. peintre. Prix : 60.000 fr. S'adr. à M^{re} Gomart, not. à Rouen, 24, rue Thiers.

VINCENNES Prop. de rapp. Cours Marigny, 13, et R. Terrier, 14. Rev. net (unin. loc.) 6.500 fr. M. à p. 70.000 fr. Maison à MONTREUIL-S-BOIS, R. Etienne-Marcel, 107. M. à p. 15.000 fr. A adj. s. 1 ench. El. Gillet, not. Vincennes, 3, r. du Levant, le 16 juin, 2 h. préc.

2 M^{res} 1^{re} Quai Touraine, 35, et r. Cochin, 4.

2^{de} Angle r. Montparnasse, 42, et Bd Montparnasse, 82 bis. Coes 391 m. 228 m. Rev. br. act. 22.780 et 26.040 fr. M. à p. 250.000 et 270.000 fr. Adj. ch. n. Paris, 24 juin. S'adr. not. M^{re} Lavoine, 10, r. de Valenciennes, n. 37, r. St-Hippolyte.

Maison de B^{re} VOLTATRE 143. Cont. 712 m.

rapp. R. br. 43.070. M. à p. 600.000 fr. Adj. 1^{er} ench. ch. not., 24 juin. S'adr. El. Roge et Ch. Frud'homme, n. 30, r. El-Marcel.

A vendre CHEVREUSE belle prop. close à l'amiable, murs, 0.175 m., 13 ch., bill., sal. bains, écur., rem., dép., gaz, eau, parc, serr., pot. S'adr. M^{re} Leguay, à Chevresse (S.-O.).

Fontainebleau (attenant la forêt), houl. Melun.

« Villa Hermosa », 6.200 m. ter. et jard. et 11 const. terr. et en cours. Adj. ch. n. Paris, 24 juin. S'adr. not. M^{re} Clément, 26 juin, 15 h. M. à p. : 70.000 fr.

"SA FLEUR" LE NOUVEAU d'HORTYS

MARIAGES toutes situations. La Revue Matrimoniale, 26, rue St-Sulpice, Paris.

Vins Bordeaux rouges, blancs. Vente directe. Prix avantageux. Foy, 9, thg Montmartre, Paris-9^{ar}.

MAIGRIR C'est Réussir Les Dragées GIGARTINE

aux Algues marines, sont ordonnées par les Médecins pour faire diminuer très vite la Mente, le Ventre, les Hanches et amincir la Taille. Avec des Dragées on ne grossit jamais. Le flac. 12 fr., 1/2 flac. 7 fr. 50. Ph^{ie} HYGIENIQUE, 24, r. Etienne-Marcel, Paris.

PNEUS A CORDES PALMER

14, boulevard de Villiers, Levallois-Perret (Seine)

Vous pouvez préparer avec les

Œufs en Poudre Layton

les mêmes omelettes, œufs brouillés, sautes, crèmes, gâteaux, puddings, entremets, qu'avec les œufs en coquille.

Omelette Brabançonne

Mettre 4 cuillerées à soupe de poudre d'œufs Layton, assez pleines, dans 12 cuillerées à soupe d'eau tiède et laisser dissoudre pendant une vingtaine de minutes. Emincer des blancs de poireaux en rondelles ; les laver à l'eau très chaude et les mettre cuire doucement avec du beurre frais dans une casserole couverte, en évitant de leur faire prendre couleur et en les remuant souvent. Une fois cuits, les égoutter de leur beurre, en ajouter 4 cuillerées dans les œufs Layton, ainsi qu'une pincée de cerfeuil, et confectionner l'omelette.

Œufs cuits au lait.

Laisser dissoudre pendant une vingtaine de minutes six cuillerées à soupe, assez pleines, de poudre d'œufs Layton dans dix-huit cuillerées d'eau. Les mélanger doucement avec 150 gr. de sucre fin. Ensuite, verser doucement dans un litre de lait bouillant, sans cesser de mélanger le tout avec le fouet ou une fourchette. Laisser reposer quelques minutes ; écumer la mousse produite au dessus ; passer doucement au chinois ou à la passoire fine, et mettre cuire selon l'usage.

Les œufs en poudre LAYTON

sont en vente dans toutes les bonnes Maisons d'Alimentation.
2 fr. 50 le godet de 12 œufs, 4 fr. 75 le godet de 24.
Gros : Société d'Alimentation Générale, 15, rue du Louvre, Paris.

CHEMINS DE FER DE L'EST

LIGNE DE CHARLEVILLE A HIRSON
La ligne de Charleville à Hirson par Rimsheim sera ouverte au Service à partir du 7 juin courant. Deux trains de voyageurs circuleront chaque jour entre Charleville et Hirson : Charleville - départ, 6 h. 10 et 16 heures. Hirson - départ, 8 h. 35 et 18 h. 30.

Service des voyageurs entre Paris et Reims
A l'occasion des fêtes de la Pentecôte, le public est informé que le nombre des trains pour Reims est limité, et que les voyageurs doivent, en conséquence, retenir leurs places à l'avance.

TORPEDO LUXE LANCIA 28 HP, parfait état,

éclairage électrique, démarreur, disponible de suite. Visiter chez Binder, 31, rue du Collège.

Vente au Palais, RUE-PROPRIETE

le 28 juin 1919
d'une Propriété d'agrément, dite « Le Grand-Fort », commune de Combleux, canton et arrondissement d'Orléans (Loiret), l'usufruitière est âgée de trente-huit ans. M. à p. 6.000 fr. S'adresser : M^{re} Fromaget, avoué.

2 Maisons LECOURT 101 et 103, Cte 689 m.

1^{re} rue LECOURT, R. b. 24.438 fr. M. à p. 255.000 fr. 2^{de} r. Gr-Nivert, 48, R. b. 5.528 fr. M. à p. 55.000 fr. Adj. 1^{er} ench. ch. n. 24 juin. S'adr. : M^{re} Mouchet et G. Mor, d'Arleux, 15, r. St-Pères.

PROVINS (S.-et-M.) A adj. 28 juin 1919, à 15 h. 30.

S'adr. pr. renseignements : à Vigny, à M^{re} Bour, not. et Delvalle, réquisiteur ; à Paris, à M^{re} Barillot, notaire, 50, rue La Boétie, et, pour traiter, à MM. BERNHEIM fr. et fils, 23, r. Arcade, Paris.

TERRAIN MARAÎCHER CONSTITUÉ EN 4 LOTS A CRÉTEIL

(Seine-et-Marne), d'Alfort, 88.000 m² M.A.P. 60.000 fr. A adj. s. 1 ench. ch. not. Paris, 24 juin. S'

impossibilité de faire recouvrer ces
prière de vouloir bien accompagner
mande du montant de l'abonnement.

INE